

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

*Groupe économique dès 12 heures à la Buvette du Grand Conseil*

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	Communications  M. le Président salue à la tribune la présence de M. Vincent Chappuis, ancien député.			
	2.	Dépôts  Interpellations: Gabriel Poncet, Jean-François Cachin et consorts, Claude-Alain Voiblet, Christiane Jaquet-Berger, Stéphane Montangero et consorts, Pierre Guignard, Béatrice Métraux, Motions: François Chérix et consorts,			
RENV-CE	3.	(11_INT_560) Interpellation Martial de Montmollin - La philosophie à l'UNIL, vers la monoculture des idées ? (Pas de développement)			
RENV-CE	4.	(11_INT_563) Interpellation Fabrice De Icco - Le Conseil d'Etat souhaite-t-il enterrer l'Office du personnel enseignant ? (Pas de développement)			
RENV-CE	5.	(11_INT_564) Interpellation Roger Saugy concernant le centre Evam de Vennes : voudrait-on mettre la poussière sous le tapis... ou les requérants déboutés dans la rue ? (Pas de développement)			
RENV-CE	6.	(11_INT_561) Interpellation Christa Calpini - Le chômeur malade, un invalide qui s'ignore ou pourquoi l'Etat de Vaud a-t-il pris la décision de supprimer les postes de médecins conseil de l'ORP et de faire appel au Service Médical Régional pour évaluer des chômeurs ayant un problème de santé ? (Développement)			
RENV-CE	7.	(11_INT_562) Interpellation Catherine Labouchère - Après le "mitage" du terrain, celui de la 3ème voie CFF se met-il en place ? (Développement)			
RENV-CE	8.	(11_INT_565) Interpellation Grégory Devaud - POCAMA ou pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?! (Développement)			
RENV-COM	9.	(11_POS_268) Postulat Ginette Duvoisin et consorts concernant internet à haut débit - les habitants du canton ne sont pas mis sur pied d'égalité (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)			

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-COM	10.	(11_POS_269) Postulat Jean-Michel Favez et consorts au nom du groupe socialiste demandant au Conseil d'Etat un programme de lutte contre la crise par le biais notamment d'une anticipation des investissements sur le plan vaudois (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)			
OA+M	11.	(421) Exposé des motifs et projet de loi modifiant : la loi sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public (LPFES), la loi du 16 novembre 1993 sur les Hospices cantonaux (LHC)(1er débat)  (1er débat): la discussion d'entrée en matière est générale, mais les votes sont traités séparément: LPFES: entrée en matière acceptée par 89 oui, 2 non et 29 abstentions. Art. 4, amdt Haury (sup. lit. f) accepté par 60 oui, 50 non et 13 abstentions. Au vote nominal, le précédent vote est confirmé par 72 oui, 51 non et 3 abstentions. Art. 4 amendé accepté avec quelques abstentions. Art. 4h à 32f acceptés. Fin du 1er débat. LHC: entrée en matière acceptée par 91 oui et 20 abstentions. Art. 14 accepté. Fin du 1er débat. Une demande de 2ème débat immédiat sur les deux projets de loi est refusée par 60 oui, 55 non et 6 abstentions (majorité des 3/4 requise).	DSAS.	Roulet C.	

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
OA+M	12.	<p>(331) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi sur le plan de protection de Lavaux du 12 février 1979 (LLavaux) et la carte qui en fait partie intégrante et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Vincent Chappuis demandant au Conseil d'Etat de procéder à une révision de cette loi (2ème débat)</p> <p>(2ème débat): art. 1 à 9 acceptés sans discussion. Art. 10, amdt Modoux (retour au texte du Conseil d'Etat) accepté par 66 oui, 63 non et 1 abstention. Au vote nominal, le précédent vote est confirmé par 68 oui et 63 non. Art. 10 amendé accepté (=&gt; 3ème débat à suivre). Art. 11 à 14 acceptés sans discussion. Art. 14bis, amdt Volet (sup. art.) accepté par 68 oui, 53 non et 13 abstentions (=&gt; 3ème débat à suivre). Art. 15, amdt com refusé par 66 oui, 67 non et 2 abstentions. Au vote nominal, le précédent résultat est confirmé par 67 oui, 68 non, avec la voix du Président, et 2 abstentions. Art. 15 accepté. Art. 16, amdt com refusé par 66 oui, 67 non, avec la voix du Président et 2 abstentions. Art. 16 accepté. Art. 17 accepté. Art. 18 amdt com refusé par 66 oui, 67 non, avec la voix du Président, et 2 abstentions. Art. 18 accepté. Art. 19 à 36 acceptés sans discussion. Carte, secteur de l'Hôpital de Lavaux et Treytorrens acceptées. Fin du 2ème débat Une demande de 3ème débat immédiat est refusé par 87 oui, 32 non et 13 abstentions (majorité des 3/4 requise).</p>	DEC.	Haldy J. (Majorité), Rochat N. (Minorité)	
RENV-SD	13.	<p>(381) Exposé des motifs et projet de décret portant sur le dépôt d'une initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale lui demandant d'obtenir un accès à la formation professionnelle pour les jeunes sans statut légal et Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative Jean-Michel Dolivo et consorts demandant au Conseil d'Etat vaudois d'intervenir auprès de l'Assemblée fédérale afin d'obtenir un accès à la formation professionnelle pour les jeunes sans statut légal (suite des débats)(1er débat)</p> <p>Une motion d'ordre Dolivo (renvoi du point de l'odj en raison de l'absence de la rapportrice de majorité et de l'heure tardive, 16h35) est refusée par 61 oui, 65 non et 1 abstention. Au vote nominal, le précédent résultat est confirmé par 63 oui et 67 non. (1er débat): reprise du débat d'entrée en matière interrompu la semaine dernière. Débat à nouveau interrompu à 17h alors qu'il y a encore 12 demandes de parole.</p>	DEC.	Amarelle C. (Majorité), Buffat M. (Minorité)	29/11/2011

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	14.	(11_MOT_150) Motion Nicolas RoCHAT et consorts - Consolider les droits des salarié-e-s vaudois dans les procédures de licenciements collectifs (Développement et demande de prise en considération immédiate)			29/11/2011
RENV-T	15.	(11_MOT_151) Motion Fabienne Freymond Cantone et consorts pour un concept énergétique communal et régional ayant valeur légale (Développement et demande de prise en considération immédiate)			29/11/2011
RENV-T	16.	(11_MOT_152) Motion Roxanne Meyer Keller et consorts au nom des député-e-s du district de la Broye-Vully demandant le déblocage des crédits nécessaires pour améliorer les infrastructures ferroviaires et routières dans la Broye-Vully (Développement et demande de prise en considération immédiate)			29/11/2011
RENV-T	17.	(11_POS_270) Postulat Jacques-André Haury et consorts demandant au Conseil d'Etat d'exploiter les contestations formulées à l'endroit de factures du CHUV dans sa lutte contre la hausse des coûts de la santé (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)			29/11/2011
RENV-T	18.	(11_INI_044) Initiative Jean-Michel Dolivo et consorts demandant au Conseil d'Etat vaudois d'intervenir auprès de l'Assemblée fédérale afin d'interdire les licenciements collectifs dans les entreprises qui réalisent des bénéfices (Développement et demande de prise en considération immédiate)			29/11/2011
RENV-T	19.	(10_MOT_124) Motion Grégoire Junod et consorts - Différer les horaires de vente d'alcool des heures d'ouverture des commerces et des établissements publics: une mesure efficace de santé publique et de prévention de la violence	DEC, DSE, DSAS	Christen J.	29/11/2011
RENV-T	20.	(10_POS_213) Postulat Jean-François Cachin et consorts - Une nouvelle réaffectation du P+R provisoire de Vennes	DEC	Gaille P.A.	29/11/2011
RENV-T	21.	(11_INT_480) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean Christophe Schwaab et consorts - Pourquoi la BCV ne se comporte-t-elle pas en partenaire social exemplaire?	DEC.		29/11/2011
RENV-T	22.	(10_POS_223) Postulat Jacques-André Haury et consorts au nom de l'Alliance du Centre proposant une adaptation de notre politique de promotion économique à la croissance démographique actuelle	DEC	Martinet P. (Majorité), Poncet G. (Minorité)	29/11/2011

## Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	23.	(09_INT_269) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Michel Dolivo et consort demandant comment coordonner efficacement les transports publics dans les dossiers de l'hôpital Riviera-Chablais et de l'agglomération Riviera	DEC.		29/11/2011
RENV-T	24.	(10_INT_453) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Sandrine Bavaud - L'économie sociale et solidaire : quelles perspectives pour le Canton de Vaud ?	DEC.		29/11/2011

Le (La) président-e :

Le (La) secrétaire :